

## VOS Organisations Syndicales sous les feux de la rampe

Durant le mois de mars, nos deux organisations syndicales se sont mobilisées dans tout le département pour alerter les usagers des conséquences de la géographie revisitée, dans leur vie quotidienne.

Nous avons recensé quelques extraits

- La Presse de la Manche (07/03/2019), sur Cherbourg

**FINANCES PUBLIQUES.** Distribution de tracts et échanges avec les usagers

## Des réformes qui inquiètent les syndicats

**LES ORGANISATIONS** syndicales Solidaires Finances publiques 50 et CGT Finances publiques 50 se sont retrouvées hier après-midi au centre des finances publiques de Cherbourg-Abbaye pour distribuer des tracts et échanger avec les usagers sur l'impact des réformes à venir aux Finances publiques dans le département de la Manche.



→ Les organisations syndicales ont distribué hier des tracts à l'entrée du centre des impôts de Cherbourg pour alerter les usagers.

Dans un contexte social qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat, les personnels des finances publiques subissent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail. Le gouverne-

ment confirme sa volonté de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires d'ici 2022 et aux finances publiques, ces suppressions d'emplois seront d'un volume jamais atteint, selon les syndicats.

Dans la Manche, ce sont en-

core 14 emplois supprimés en 2019, soit 155 depuis 2010 et 13 trésoreries fermées depuis 2010. « Parallèlement, expliquent les syndicats, le concept de « géographie revisitée » annonce de nouvelles réformes menant au démantè-

lement des services dans leur forme actuelle. Aucun service n'est épargné, fusion de services à grande échelle. Ce ne sont pas les maisons de service au public et autres soit-disant « points de contact » qui permettront un service public de proximité de qualité ».

Les organisations Solidaires et CGT Finances publiques dénoncent une destruction des missions des finances publiques, un « déménagement du territoire » et une administration éloignée de ses usagers et, pour les personnels, une dégradation des conditions de travail. Elles appellent l'ensemble des personnels à se mobiliser tout au long du mois de mars et notamment le 14 mars, à l'occasion de la grève nationale aux finances publiques.

La Presse de la Manche - Jeudi 7 mars 2019

- **La Manche Libre (12/03/2019), sur Avranches**  
Manche : « 13 trésoreries fermées en dix ans », bientôt une manifestation



Les représentants syndicaux à l'entrée du centre des finances publiques d'Avranches (Manche), mardi 12 mars

Mardi 12 mars 2019, à Avranches (Manche), des représentants syndicaux des finances publiques informaient les usagers et le personnel sur les dangers du plan triennal de réorganisation des impôts. Une manifestation est prévue à Saint-Lô le jeudi 14 mars 2019, dans le cadre d'un mouvement national.

- **Ouest France (13/03/2019)**

Les Finances Publiques en Grève le 14 mars : Les personnels des impôts sont inquiets. Distribution de tracts, discussion avec les collègues et les usagers. Hier, les personnels des finances publiques ont préparé la journée d'action du jeudi 14 mars à St-Lô.

### Les Finances publiques en grève le 14 mars



À Avranches, ce mardi 12 mars, des personnels des Finances publiques se sont mobilisés deux jours avant le rassemblement départemental de Saint-Lô. | OUEST-FRANCE

Mauricette GUITTARD.  
Publié le 13/03/2019 à 08h30

**Mouvement de grève national jeudi 14 mars dans les Finances publiques.**  
Dans la Manche, les personnels manifesteront à Saint-Lô devant le Centre des finances publiques.

Lire le journal numérique

ÉCOUTER

Recevez l'info matinale  
Chaque matin, recevez l'essentiel de l'actualité nationale et internationale

Envoyer un email

Jeudi 14 mars 2019, à l'appel d'une intersyndicale constituée de la CGT, Solidaires, FO, CFDT et CFTC, les personnels des Finances publiques sont appelés à faire grève. Un mouvement de grève relayé sur le plan départemental : la Manche compte 22 trésoreries. Les syndicats appellent les personnels manchois à se rassembler devant le Centre des finances publiques de Saint-Lô, jeudi 14 mars, à partir de 10 h. Les grévistes et manifestants du jour entendent ainsi faire entendre leur refus de toute « réforme qui porterait atteinte au service public de collecte de l'impôt et au projet de loi Fonction publique qui, s'il aboutit, contraindrait les fonctionnaires au changement de poste, de résidence, d'administration, voire de statut ».

### En continu

- 08h30 Les Finances publiques en grève le 14 mars
- 08h01 Anne Pacey entre hip-hop et Brésil
- 08h01 Festival Jazz: Les clefs de



- Ouest France (15/03/2019)

## Manche. Impôts : la « géographie revisitée » inquiète



Les manifestants ont rencontré le directeur adjoint, dans le hall du Centre des Impôts, à Saint-Lô. | OUEST-FRANCE

Christophe LECONTE.

Publié le 14/03/2019 à 17h28

[Lire le journal numérique](#) >

À l'appel de la CGT et de Sud solidaires, des agents ont manifesté jeudi 14 mars à Saint-Lô. Ils redoutent des réductions d'emplois et une moindre ouverture au public.

« Combien de suppressions de sites ? D'emplois ? Quelles relocalisations ? Quels regroupements ? Où travaillerons-nous ? Nous voulons de l'information, du dialogue social et de la transparence ! »

C'est, pêle-mêle, quelques questions posées par la quarantaine d'agents grévistes de l'administration fiscale, « venus de tout le département », jeudi 14 mars à la direction départementale, à Saint-Lô.

L'appel a été lancé par Sud-Solidaires et la CGT. Le sujet du moment est la « géographie revisitée », expression en cours dans l'administration fiscale. Chaque département doit envoyer une proposition de projet de réorganisation à Paris.

Théoriquement pour le 15 février. « Il n'est pas encore transmis, ce sera courant mars », indique Pascal Garcia.

Le directeur-adjoint a accepté de recevoir les manifestants. Mais il ne leur en a dit guère plus. « La direction générale nous demande de ne pas communiquer sur ce sujet. Le projet n'est pas arrêté. La seule chose que je peux dire est que nous aurons une visibilité sur trois ans, au lieu de chaque année. »

### « De la grogne en dessous »

Pour les syndicats, le scénario pourrait être le suivant : une seule trésorerie par EPCI (communautés de communes ou agglomérations), un ou deux services des impôts des particuliers (SIP) et des entreprises (SIE) par département et un seul SPF (Service de publicité foncière), à Coutances en l'occurrence, au lieu de quatre.

Selon Erika Correyette (CGT) et Arnold Paradis (Sud solidaires), le nombre de suppressions de postes dans la Manche pourrait être « d'une centaine dans les trois ans, pour 600 agents actuellement. Les départs à la retraite ne suffiront pas. » Les syndicats craignent « des mutations d'office, des transferts vers le privé et des ruptures conventionnelles ».

Pour les administrés, la conséquence pourrait être une réduction de trésoreries ouvertes au public, « et uniquement sur rendez-vous ». Pour un agent, à la colère contenue, « nous avons beaucoup de retours d'usagers en ce moment, car on ne peut pas leur répondre correctement. Il y a de la grogne en dessous ! »

- La Presse de la Manche (15/03/2019)

## SOCIAL. Grève aux Finances publiques

### Quarante agents mobilisés sur le site de Saint-Lô

UN MOUVEMENT de grève nationale a perturbé, hier, le fonctionnement des centres des Finances publiques de la Manche. À l'appel de la CGT et de Solidaires, une quarantaine d'agents, venus de tout le département, ont bravé la pluie et le vent pour dénoncer les projets du gouvernement. Ils se sont rassemblés vers 10 heures devant la cité administrative à Saint-Lô, siège des Finances publiques du département.

« La feuille de route Cap 22 va entraîner de nouvelles fermetures de trésoreries dans le département, un regroupement de services et une mobilité forcée » explique Erika Corroyette de la CGT. « En 10 ans, la Manche a perdu 155 postes et dix trésoreries » ajoute Arnold Paradis de Solidaires. La perte d'une « centaine d'emplois » est redoutée sur 3 ans. Il reste 22 trésoreries dans le département.

Les syndicats ont interpellé la direction sur le projet qui doit être présenté, courant mars, « à la direction générale ». Les services aux entreprises qui sont déployés sur sept locali-

tés pourraient être les premiers concernés avec un regroupement sur deux sites.

Dans le contexte du Grand débat où les Français font part d'un éloignement des services publics, la CGT et Solidaires demandent leur « maintien au plus proche des populations ».

La feuille de route prévoit aussi une évolution des agences comptables des Finances publiques, voire leur disparition. Ces agences sont en charge de la gestion comptable, des paiements et du contrôle de la légalité de décisions prises par les collectivités territoriales. Celles-ci pourraient faire appel à un organisme privé qui serait directement sous leurs ordres. « C'est la fin totale de la séparation des pouvoirs entre l'ordonnateur et le comptable. »

Après des mobilisations locales dans les centres des Finances publiques, un rassemblement départemental hier à Saint-Lô, les syndicats appellent à une nouvelle journée de grève le 28 mars prochain. Un rassemblement est prévu à Paris, devant le ministère de l'économie et des finances.



→ Les agents en colère devant le centre des finances publiques de Saint-Lô, siège de la direction départementale.